

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°212582 - 79ÈME ANNÉE

## Au Sommet pour un nouveau pacte financier, Emmanuel Macron demande un « choc de financement public »



**Le président français, hôte de ce sommet qui dure jusqu'à ce 23 juin, a noté qu'il y avait « beaucoup d'argent » mais pas forcément au « service des progrès de la planète ».**

Le président français Emmanuel Macron a demandé un « *choc de financement public* » face à la crise climatique et la pauvreté, devant une quarantaine de chefs d'État ou de gouvernement réunis le 22 juin à Paris.

Emmanuel Macron, hôte de ce « *sommet pour un nouveau pacte financier* », qui dure jusqu'au 23 juin, a lancé la « *mobilisation générale* ». « *Nous devons assumer un choc de financement public* », a-t-il déclaré en ouvrant le sommet, notant qu'il y avait « *beaucoup d'argent* » mais pas forcément au « *service des progrès de la planète* ».

« *Nous avons un système financier qui est le fruit d'un consensus passé* », qui « *ne va sans doute plus assez vite, qui n'est plus tout à fait adapté et qu'il faut réaligner sur nos objectifs* ».

La jeune militante ougandaise Vanessa Nakate, invitée à parler immédiatement après le président. Elle a commencé par faire respecter aux chefs d'État et de

gouvernements une minute de silence « *pour toutes celles et tous ceux qui souffrent déjà et qui ont faim, qui sont déplacés, qui quittent l'école* ».

Elle a ensuite appelé à « *une sortie équitable des énergies fossiles* », s'en prenant frontalement aux profits des compagnies pétrolières occidentales. « *Les promesses non tenues coûtent des vies* », a-t-elle martelé.

### Pas de décisions concrètes à venir

Les travaux du sommet ne doivent pas déboucher sur des décisions concrètes mais a fait déplacer d'importantes personnalités telles que le chef de l'ONU Antonio Guterres, le président brésilien Lula, le chancelier allemand Olaf Scholz et la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen.

Washington va faire « *pression* » pour que les créanciers des pays pauvres et en développement participent aux négociations pour restructurer leurs dettes, selon un discours de Janet Yellen.

La Chine, l'un des principaux créanciers mondiaux, est de nouveau pointée du doigt pour son manque de participation à un cadre commun de restructurations avec les pays occidentaux. La Chine est représentée à ce sommet par son Premier ministre Li Qiang.

Ce sommet découle des négociations climat de la COP27 en Egypte, en novembre 2022, dans le sillage du plan présenté par la Première ministre de la Barbade Mia Mottley. Cette dernière a ravivé l'espoir de voir avancer ce sujet, devenu un boulet des négociations climatiques entre les pays pauvres et les pays riches, principaux responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif du sommet est de rénover en urgence l'architecture financière internationale, issue des accords de Bretton Woods en 1944 avec la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

L'accès à leurs financements est jugé difficile par les pays en développement, car leurs besoins sont immenses pour affronter canicules, sécheresses et inondations, mais aussi pour sortir de la pauvreté tout en s'affranchissant des énergies fossiles et en préservant la nature.

Vers une taxe internationale sur les émissions carbone du transport maritime  
Parmi les idées évoquées : une taxe internationale sur les émissions carbone du transport maritime. Les dirigeants mondiaux évoquent d'autres taxations, mais également des réformes institutionnelles, la restructuration des dettes des pays pauvres, un renforcement du rôle du secteur privé...

La suspension du paiement de la dette en cas de catastrophe naturelle est soutenue par Mia Mottley. Les pays riches seront mis face à leur promesse de financer 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros) par an pour aider les pays pauvres face au réchauffement.

Une promesse censée être tenue en 2023, avec trois années de retard qui ont profondément diminué la confiance entre le Nord et le Sud. Le montant peut sembler dérisoire, mais « *les financements publics*

*sont la graine qui permettra de faire lever les milliers de milliards »*, souligne Harjeet Singh, du Climate Action Network.

Les banques multilatérales de développement seront aussi appelées à prêter davantage, quelques mois après l'annonce de la mobilisation de 50 milliards de dollars sur dix ans par la BM. Son nouveau président, Ajay Banga, sera là, tout comme la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

## **Nécessité de multiplier par 7 les financements en énergies propres dans les pays du Sud**

**Sur les 770 milliards investis dans les énergies propres dans les économies émergentes et en développement, plus des trois quarts se concentrent dans trois grandes économies : Chine, Inde et Brésil.**

Les financements dans les énergies propres devront être multipliés par sept à partir de 2030 dans les pays émergents et en développement hormis la Chine, s'ils veulent couvrir leurs besoins et atteindre les objectifs requis pour limiter le réchauffement planétaire.

Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de l'International Finance Corporation (IFC), *"les investissements, publics et privés, dans les énergies non-fossiles dans les économies émergentes et en développement devront plus que tripler"* passant de 770 milliards en 2022 à entre 2 200 et 2 800 milliards de dollars par an au début des années 2030.

Ils devront rester à ces niveaux jusqu'en 2050 pour contenir le réchauffement planétaire à une température de +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. *"L'augmentation est encore plus forte" dans ces pays, sans compter la Chine, ce qui est*

revenu à multiplier par sept les investissements annuels de 260 milliards à un niveau de 1 400 à 1 900 milliards de dollars, selon le rapport.

Ce rapport a été réalisé par l'AIE, émanation de l'OCDE et de l'IFC, branche de la Banque mondiale. Il montre qu'aujourd'hui, les 775 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité dans le monde vivent dans des pays émergents et en développement.

Poussés par l'Accord de Paris sur le climat en 2015, les investissements mondiaux dans les énergies propres pour sortir de l'ère fossile augmentent, mais *"plus de 90% de cette croissance provient des économies avancées et de la Chine"* et *"seulement 10% des pays émergents et en développement"*, a souligné Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE lors d'un point presse à Paris. *"Nous devons changer la donne"*, a assuré ce dernier.

De plus, sur les 770 milliards investis dans les énergies propres dans les économies émergentes et en développement, plus des trois quarts se concentrent dans trois grandes économies : Chine, Inde et Brésil.

Ce rapport conclut qu'il sera "impossible" de compter sur les seuls investissements publics car *"environ 60% des financements en énergies propres dans les pays émergents et en développement devront provenir de sources privées"*, a déclaré Fatih Birol. D'où cet appel à *"accélérer les investissements privés"*.

De son côté, la Chine a cumulé en 2022 deux tiers du total des investissements dans les énergies propres réalisés dans l'ensemble des pays émergents et en développement. D'ailleurs, 511 milliards ont été investis, et 32 milliards dans toute l'Afrique... En une année, la Chine a d'ailleurs installé sur son sol 100 GW de nouveaux panneaux solaires soit 10 fois plus que tout ce qui fonctionne déjà en Afrique.

*"En Afrique sub-saharienne, une personne sur deux n'a pas accès à l'électricité"* alors que *"40% des radiations solaires mondiales viennent sur cette région"*, a relevé Fatih Birol. L'urgence est à tous les niveaux : l'électricité bas carbone, les infrastructures, les carburants à faibles émissions et l'efficacité énergétique.

*"Pour répondre aux demandes énergétiques pressantes et aux objectifs de réduction des émissions dans les pays émergents et en développement, nous devons mobiliser des capitaux privés rapidement et à grande échelle"*, a déclaré Makhtar Diop, directeur de l'IFC cité dans le communiqué.

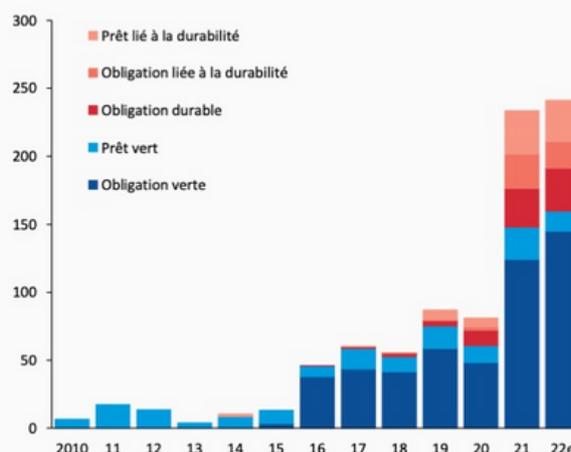
Outre les obligations vertes, le rapport met en avant d'autres leviers tels que le financement concessionnel (à taux préférentiels) pour les projets qui impliquent des technologies encore risquées ou peu compétitives, tels que le stockage d'électricité, l'éolien marin, ou l'hydrogène bas carbone.

Il avance *"la nécessité de réformes"* dans ces économies car *"les subventions aux combustibles fossiles, les longs processus d'octroi de licences (...) les restrictions sur la propriété privée ou étrangère et les politiques de tarification inappropriées, créent des obstacles à l'investissement ou augmentent le coût des projets d'énergie propre"*, ont assuré l'AIE et l'IFC dans leur communiqué.

### Tendance à la hausse

Le marché de la finance durable dans les pays émergents a connu une croissance rapide ces dernières années.

(Émissions dans les PEPD, en milliards de dollars)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : Les données pour 2022 sont annualisées sur la base du premier semestre 2022 (2022e).

PEPD = pays émergents et pays en développement.



## **Zoranz l'ézipt 85 santime par kilo : Zoranz ba-pri? Ankor inn foi sé la promèss lotonomi alimantèr k'lé vizé !**

**Mézami léktèr noute zoinal Témoignages, mi panss zot i rapèl sak mi sava dir azot. Néna lontan, dann passé, in lindistriyèl dann sid La Rényon téi vé fé in l'antropriz pou fabrik luil issi La Rényon. Mé oila ké toudinkou lo pri d'luil la mète a béssé : lo konsomatèr lété kontan mé lo lindistriyèl la rononss son prozé. Aprésa lo pri d'luil la romonté.**

Néna moïnss lontan in plantèr dann l'est la désside fé in kopérativ pou plante deri. Shak plantèr téi doi plante dè san mète-karé dori assé pou son famiye san pliss, mé bande linportatèr d'ri pou amontr zot i konpran bien oussa sa i amenn lo péi, la désside d'in kou d'bèss lo pri d'ri, si tèlman ba ké lo prozé d'kopérativ la avorté. Akoz alé produir sak wi sava trouv méyèr marshé dann komèrs ?

Néna in somenn a popré, dann in shène sipèmarshé toudinkou la désside vande zoranz pou 85 santime lo kilo san ké l'administrassion i bouz lo pti doi é lo kou d'jarnak téi vien d'in shène grande sirfass téi prétan èl i travaye min dan la min avèk bande plantèr La Rényon.

Sa i ariv dann in pèryode bande plantassion zoranz i sharj a kass la bransh é biensir lo pri zoranz La Rényon lé bonpé pli shèr ké lo zoranz

inporté. Alor ni pé demandé kèl méssaz bande gran komèrs i vé passé :

Lé sinp, sanb pou mwïn, pars sé touzour lo mèm é li di konmsa: ala sak v'ariv bande prodiktèr rényoné si zot i vé kass la bransh bande sipèr-bénéfiss é si zordi so konkiranss déloiyal i porte dsi zoranz, domin sar dsi zognon, aprésa dsi l'aye...Sirtou si l'administrassion i bouz pa pars kissa i di anou sa la pa in vante a pèrt interdi par la loi? Kissa i di anou si la prodikssyon lé konform bande règloman éropéin.pèrsone bien sir sirtou si pèrsoneimète pa lo né ladan.

Antouléka, noute bande député k'i yèm bien ankété, akoz pa in l'ankète dsi lo rapor rante bande gran sirfass é noute bande prodiktèr? Akoz pa in roshèrch dsi sak i frène noute dévlopman dann la prodikssyon?

Pars sak lé sir sé ké lotonomi alimantèr li lé possib pou La Rényon.Li lé possib é li lé vital pou nou é konm li lé vital ébin i fo pran son défanss é si i gingn pa, l'èrla i fo oir dann noute sistèm politiko-institiyyonèl kossa néna a shanjé pou nou avanssé... Mwïn pèrssonèlman, mwïn lé sir sé noute sistèm ké lé mové, alors sé sa k'i fo shanjé.

A bon antandèr salu !

**Justin**

## **Témoignages**

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433